



COMMUNE DE PRIGNAC ET MARCAMPES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Date de convocation : 16/01/2026

L'an deux mille vingt-six, le jeudi vingt-deux janvier à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de **PRIGNAC ET MARCAMPES**, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de **Monsieur Laury LEFEVRE, Maire**.

Nombres de conseillers

En exercice : 15
Présents : 10
Votants : 14

Elus	Présents	Absents	Pouvoir donné à	Secrétaire de séance
LEFEVRE Laury	X			
LEVREAUD Corine		X	Patricia LAURIOL	
MIGNER Claude	X			
ROBITAILLIE Myriam		X	Elisabeth BONACHERA	
GRISVARD Cyril	X			
BONACHERA Isabelle	X			X
VEDRENNE Guillaume		X	Samantha DORIGNAC	
DORIGNAC Samantha	X			X
ARAGON Fabrice	X			
LAURIOL Patricia	X			
FLOURY Hugues	X			
FLOURY HYBERTIE Natacha		X	Hugues FLOURY	
SUCH Henri	X			
PEREIRA RAMOS Henri	X			
ROBERTI Isabelle		X	AUCUN	

Délibération N° 2026 / 3 : Tarif et conditions de gratuité du repas des aînés

Monsieur le Maire rappelle que le repas des aînés aura lieu le samedi 28 février 2026.

Monsieur le Maire rappelle que le repas est offert pour toutes les personnes résidants sur la commune ayant 65 ans et plus.

Monsieur le Maire propose un tarif à 30.00 euros par personne, pour toutes personnes souhaitant participer au repas et ne remplissant pas les conditions de gratuité fixées ci-dessus.

Madame Corine Levreaud demande la gratuité du repas pour l'ensemble des élus.

Monsieur le Maire soumet au vote la proposition de Madame Levreaud.

DECIDE

- le tarif de 30.00 euros par personne, pour les personnes souhaitant participer au repas et ayant moins de 65 ans et/ou ne résidant pas sur la commune.
- La gratuité du repas pour l'ensemble des élus présents au repas.
- La gratuité accordée aux élus du Conseil municipal des jeunes.

Votes :

Pour : 13

Contre : 0

Abstention : 1

Adopté à l'unanimité

Ainsi fait et délibéré en séance publique, les jour, mois et an que dessus.

Pour Extrait conforme,

Le 22/01/2026

Le Maire,

Laury LEFEVRE



Secrétaire de séance,

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette délibération,

- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr